
Troisième session, vingt-neuvième Législature

Third Session, Twenty-Ninth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi 31

Bill 31

Loi de la fluoration des eaux
de consommation

Drinking water fluoridation
Act

Première lecture

First reading



M. CASTONGUAY

QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER
L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
ROCH LEFEBVRE

1972

Projet de loi 31

Loi de la fluoration des eaux de consommation

SECTION I

DÉFINITIONS

1. Dans la présente loi et les règlements, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient:

a) « appareil de fluoration »: système joint à une usine de filtration, et permettant la rectification de la teneur en fluor des eaux traitées par cette usine;

b) « municipalité »: toute municipalité du Québec, quelle que soit la loi qui la régit;

c) « Commission »: la Commission municipale du Québec;

d) « ministre »: le ministre des affaires sociales;

e) « règlement »: tout règlement adopté en vertu de la présente loi.

SECTION II

FLUORATION

2. Le propriétaire d'une usine de filtration doit, dans les douze mois de l'entrée en vigueur de la présente loi, s'assurer que les eaux de consommation fournies par l'usine ont une teneur en fluor de 1,2 parties par million.

3. Le propriétaire d'une usine de filtration doit, dans les cinq mois de l'entrée

Bill 31

Drinking water fluoridation Act

DIVISION I

DEFINITIONS

1. In this act and the by-laws, unless the context indicates a different meaning, the following expressions and words mean:

(a) "fluoridation device": a system installed in a filtration plant, permitting the control of fluoride concentration in the water treated by such plant;

(b) "municipality": any municipality in the Province of Québec, by whatever act governed;

(c) "Commission": the Québec Municipal Commission;

(d) "Minister": the Minister of Social Affairs;

(e) "regulation": any regulation made under this act.

DIVISION II

FLUORIDATION

2. The owner of a filtration plant shall, within twelve months from the coming into force of this act, ascertain that the drinking water supplied by the plant has a fluoride concentration of 1.2 parts per million.

3. The owner of a filtration plant shall, within five months from the coming into

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet a pour objet d'obliger le propriétaire d'une usine de filtration de fournir des eaux de consommation ayant une teneur en fluor de 1,2 parties par million.

Le propriétaire d'une telle usine devra, dans les cinq mois de l'entrée en vigueur de la loi, s'assurer que les eaux fournies par son usine ont, en fluor, la teneur requise; si les eaux ne sont pas fluorées au niveau requis, le propriétaire de l'usine devra, dans les douze mois de l'entrée en vigueur de la loi, joindre à celle-ci un appareil de fluoration qui devra répondre, quant à sa qualité et à son installation, à des normes fixées par le gouvernement.

Pareillement, le propriétaire d'une usine de filtration entrant en opération après l'entrée en vigueur de la loi devra, dans les cinq et les douze mois du début de l'opération de l'usine, respectivement analyser les eaux fournies par l'usine et, au besoin, joindre à l'usine un appareil de fluoration.

Le ministre des affaires sociales pourra déléguer un représentant pour examiner un appareil de fluoration, pour veiller à son installation et à son fonctionnement.

Le ministre pourra accorder une subvention égale à 50% du coût d'achat et d'installation d'un appareil de fluoration conforme aux exigences.

Dix pour cent des personnes majeures alimentées en eau par une usine de filtration ou cinq mille d'entre elles pourront, en tout temps, exiger la tenue d'un scrutin sur l'opportunité de fluorer l'eau fournie par l'usine ou, s'il existe un appareil de fluoration, sur l'opportunité d'en cesser l'opération.

EXPLANATORY NOTES

The object of this bill is to require owners of filtration plants to supply water having a fluoride concentration of 1.2 parts per million.

The owner of such a plant will have to ascertain within five months after the act comes into force whether the water supplied by his plant has the required fluoride concentration; if the concentration is below the required level, the plant owner, within twelve months after the act comes into force, will have to install a fluoridation device in it meeting Government set standards of quality and installation.

Similarly, the owner of a filtration plant beginning operations after the act comes into force will have, within five and twelve months respectively after operations begin, to analyse the water supplied by the plant and if necessary install a fluoridation device.

The Minister of Social Affairs will be empowered to delegate an agent to examine a fluoridation device and to supervise its installation and operation.

The Minister will be enabled to grant a subsidy equal to 50% of the purchase and installation price of a fluoridation device that meets the standards.

Ten per cent or five thousand of the persons of the age of majority whose drinking water is supplied by a particular filtration plant may at any time require a poll to be held on the expediency of fluoridating the water supplied by the plant or, if it has a fluoridating device, on the expediency of its ceasing to operate.

en vigueur de la présente loi, procéder à l'analyse des eaux pour en déterminer la teneur en fluor.

Cette analyse doit être faite conformément aux règlements; un rapport conforme aux règlements doit en être adressé au ministre.

4. Si la teneur naturelle en fluor des eaux de consommation fournies par une usine de filtration qui n'est pas munie d'un appareil de fluoration est inférieure à 1,2 parties par million, le propriétaire de l'usine doit y joindre un appareil de fluoration dans les douze mois de l'entrée en vigueur de la présente loi.

5. Lorsqu'une usine de filtration entre en opération après la date d'entrée en vigueur de la présente loi, les délais prévus aux articles 2, 3 et 4 courent à compter de la date d'entrée en opération de l'usine.

6. Une personne qui fait joindre un appareil de fluoration à une usine de filtration doit aviser le ministre au moins trois semaines avant la date prévue pour l'installation.

L'appareil de fluoration doit être conforme aux règlements et son installation doit être faite conformément aux règlements; le ministre peut déléguer une personne pour examiner l'appareil et en surveiller l'installation.

7. Le ministre peut en tout temps faire procéder à une analyse pour déterminer le contenu en fluor des eaux de consommation fournies par une usine de filtration ou déléguer une personne qu'il autorise par écrit pour surveiller l'opération et le fonctionnement d'un appareil de fluoration; tout gardien ou préposé à l'opération de l'usine est tenu d'en permettre l'accès à cette personne.

SECTION III

SUBVENTIONS

[[8. Le ministre est autorisé à verser à tout propriétaire d'une usine de filtration une subvention de 50% du coût d'achat et d'installation d'un appareil de fluoration conforme aux règlements.]]

force of this act, analyse the water to determine its fluoride concentration.

Such analysis must be made in accordance with the regulations; a report in accordance with the regulations shall be sent to the Minister.

4. If the natural fluoride concentration of the drinking water supplied by a filtration plant not equipped with fluoridation apparatus is under 1.2 parts per million, the owner of the plant must install a fluoridation device in it within twelve months from the coming into force of this act.

5. Where a filtration plant begins operations after the date of coming into force of this act, the delays provided in sections 2, 3 and 4 run from the date when the plant begins operations.

6. A person who has a fluoridation device installed in a filtration plant shall notify the Minister at least three weeks before the date provided for the installation.

The fluoridation device must comply with the regulations and it must be installed in accordance with the regulations; the Minister may delegate a person to examine the device and supervise such installation.

7. The Minister may at any time have an analysis made to determine the fluoride concentration of the drinking water supplied by a filtration plant or delegate a person authorized by him in writing to supervise the operation and the functioning of a fluoridation device; any operator or person in charge of the plant must allow such person access to it.

DIVISION III

SUBSIDIES

[[8. The Minister is authorized to pay to an owner of a filtration plant a subsidy of 50% of the purchase and installation cost of a fluoridation device in accordance with the regulations.]]

Il appartiendra au conseil de chacune des municipalités dont la population est alimentée en eau par une usine de filtration d'organiser et de tenir le scrutin qui devra être tenu à la date prévue pour l'élection du maire de la municipalité. Si la tenue d'un scrutin est exigée, l'obligation de fluorer ou de cesser l'opération d'un appareil de fluoration est suspendue jusqu'à ce que le résultat du scrutin soit connu. Le scrutin est cependant sans effet si moins de 50% des personnes ayant qualité pour se prononcer l'ont effectivement fait. Lorsqu'un scrutin a été tenu parmi les usagers d'une usine de filtration, un autre scrutin ne peut être tenu avant l'expiration de cinq ans.

L'application de la loi relèvera du ministre des affaires sociales.

The council of each municipality whose population receives its drinking water from a filtration plant will be entrusted with organizing and holding a poll, which will have to be held on the date provided for the election of the mayor of the municipality. If the holding of a poll is demanded, the requirement to fluoridate or to cease the operation of a fluoridating device will be suspended until the result of the poll is known. However, the poll will be without effect if less than 50% of the persons qualified to vote actually vote. Once a poll has been held among the persons supplied by a filtration plant, another poll will not be allowed for five full years.

The Minister of Social Affairs is to have charge of administering the act.

[[9. Les sommes requises pour le paiement des subventions visées à l'article 8 et pour la mise en application de la présente loi sont prises à même les deniers accordés annuellement à cette fin par la Législature.]]

[[9. The amounts required for the payment of the subsidies contemplated in section 8 and for the administration of this act shall be taken out of the moneys appropriated annually for such purpose by the Legislature.]]

SECTION IV

REQUÊTE ET SCRUTIN

10. Dix pour cent des personnes majeures résidant sur le territoire desservi par une usine de filtration ou cinq mille d'entre elles peuvent dresser une requête pour que soit tenu un scrutin sur l'opportunité de joindre un appareil de fluoration à cette usine, ou, le cas échéant, sur l'opportunité de cesser l'utilisation de l'appareil déjà en opération.

Si le territoire desservi par l'usine de filtration est situé entièrement à l'intérieur des limites d'une seule municipalité, la requête est adressée au conseil de cette municipalité; si ce territoire s'étend sur plus d'une municipalité, la requête est adressée au conseil de chacune des municipalités desservies ainsi qu'à la Commission.

11. Lorsqu'une requête est adressée dans les cinq mois de l'entrée en vigueur de la présente loi ou dans les cinq mois de l'entrée en opération d'une usine de filtration, le délai dans lequel le propriétaire de l'usine de filtration doit y joindre un appareil de fluoration est étendu jusqu'au moment où sont divulgués les résultats du scrutin, conformément aux articles 16 ou 17 de la présente loi, selon le cas.

12. Lorsqu'une requête est faite en vertu de l'article 10, un scrutin doit être tenu dans chacune des municipalités desservie par l'usine visée par la requête.

Le scrutin doit être tenu à la date fixée pour la première élection municipale à laquelle tous les électeurs habiles à voter sont appelés à la faire si celle-ci est tenue au moins soixante jours après la réception de la requête. Si telle date était fixée plus tôt, le scrutin est reporté à la date fixée pour l'élection subséquente.

DIVISION IV

PETITION AND BALLOT

10. Ten per cent of the persons of full age residing in the territory served by a filtration plant or five thousand of them may draft a petition to hold a poll on the expediency of installing a fluoridation device in such plant, or, as the case may be, on the expediency of ceasing to use a device already in operation.

If the territory served by the filtration plant is situated entirely within the boundaries of a single municipality, the petition shall be addressed to the council of such municipality; if such territory extends to more than one municipality, the petition shall be addressed to the council of each of the municipalities served and to the Commission.

11. Where a petition is addressed within five months of the coming into force of this act or within five months of the beginning of operations of a filtration plant, the delay in which the owner of the filtration plant must install a fluoridation device is extended until the results of the polling are revealed, in accordance with section 16 or 17 of this act as the case may be.

12. When a petition is made under section 10, a poll must be held in each of the municipalities served by the plant contemplated by the petition.

The poll must be held on the date fixed for the first municipal election at which all the electors qualified to vote are called upon to do so if it is held at least sixty days after the receipt of the petition. If such date is fixed earlier, the poll shall be deferred to the date fixed for the subsequent election.

13. Tout électeur a droit de vote si son nom apparaît sur les listes électorales dressées en vue de l'élection municipale ou, s'il s'agit d'une municipalité de campagne, sur le rôle d'évaluation.

13. Any elector shall be entitled to vote if his name appears on the electoral lists prepared for the municipal election or, in the case of a country municipality, on the assessment roll.

14. Un bulletin doit être remis à chaque électeur. Ce bulletin doit être confectionné comme un bulletin servant lors de l'élection du maire; il doit contenir, au lieu des noms des candidats les inscriptions suivantes, en français et en anglais:

14. A ballot-paper must be handed to each elector. Such ballot-paper must be made in the same manner as the ballot-paper used for the election of the mayor; it must contain, instead of the names of the candidates the following entries, in French and in English:

Êtes-vous favorable à la fluorat-ion des eaux de consommation dans la municipalité? ☐ oui ☐ non

Are you in favour of fluoridation of the drinking water in the municipality? ☐ Yes ☐ No

15. Lorsqu'un scrutin doit être tenu conformément à la présente loi, la municipalité chargée de l'organiser doit publier à deux reprises, entre le trentième et le vingtième jour avant la date fixée pour le scrutin, un avis dans un journal français et dans un journal anglais circulant dans la municipalité, indiquant que le scrutin sera tenu à la date fixée pour les prochaines élections municipales et contenant le texte de la question sur laquelle les électeurs seront appelés à se prononcer; s'il n'y a aucun journal anglais circulant dans la municipalité, celle-ci peut se dispenser de publier l'avis dans un journal anglais.

15. Where a poll must be held in accordance with this act, the municipality entrusted with organizing it must publish twice between the thirtieth and the twentieth days before the date fixed for the poll, a notice in a French newspaper and in an English newspaper circulating in the municipality, indicating that the poll will be held on the date fixed for the next municipal election and containing the text of the question which the electors are asked to decide; if there is no English newspaper circulating in the municipality, the municipality may dispense with publishing the notice in an English newspaper.

Un avis de la tenue du scrutin doit être expédié à la Commission trente jours à l'avance.

A notice of the holding of the poll must be sent to the Commission thirty days in advance.

16. Lorsque tous les électeurs appelés à se prononcer sur la question résident sur le territoire d'une seule municipalité, le président d'élections doit faire procéder à l'addition des votes « OUI » et des votes « NON » immédiatement après la tenue du scrutin et proclamer publiquement le résultat.

16. Where all the electors called on to vote on the question reside in the territory of a single municipality, the returning officer shall have the addition of the "Yes" votes and the "No" votes made immediately after the holding of the poll and publicly proclaim the result.

17. Lorsque les électeurs appelés à se prononcer sur la question résident sur le territoire de plusieurs municipalités, le président des élections dans chacune des municipalités doit, après avoir fait procéder à l'addition des votes « OUI » et des votes « NON », proclamer publiquement le résultat et en aviser sans délai la Commission, laquelle proclame le résultat de

17. Where the electors called on to vote on the question reside in the territory of several municipalities, the returning officer in each of the municipalities shall, after having the addition of the "Yes" votes and the "No" votes made, publicly proclaim the result and forthwith give notice of it to the Commission, which shall proclaim the result of the total

l'addition totale des voix données à tous les scrutins lorsqu'elle est en possession du résultat de chacun d'eux.

18. Les bulletins doivent être déposés dans des boîtes. Ces boîtes doivent être du type de celles qui sont utilisées pour une élection municipale, réservées uniquement à la réception de ces bulletins et placées de la même manière que pour une élection municipale.

Aucune personne représentant les personnes favorables à l'une ou l'autre option ne peut être admise à assister en cette qualité au déroulement du scrutin.

La Commission peut déléguer par écrit un observateur pour assister au déroulement du scrutin et chacun est tenu de permettre l'accès de cet observateur à la surveillance de toutes les opérations du scrutin.

19. Toutes les dispositions d'une loi générale ou spéciale s'appliquant à une élection pour la fonction de maire dans la municipalité où est tenu un scrutin s'appliquent à ce scrutin, sauf celles qui sont incompatibles avec les dispositions de la présente loi.

20. Si l'addition du total des voix données dans le territoire desservi par une usine de filtration est d'au moins 50% plus une voix en faveur du « OUI », le propriétaire de l'usine de filtration doit, conformément à la présente loi, joindre sans délai un appareil de fluoruration à l'usine ou, si un appareil de fluoruration est déjà joint à l'usine, l'opérer.

Si le résultat est d'au moins 50% plus une voix en faveur du « NON », il est interdit au propriétaire de joindre un appareil de fluoruration à l'usine de filtration et, si un tel appareil est déjà joint à l'usine, il lui est interdit de l'opérer.

21. Si moins de 50% des électeurs se prévalent de leur droit de voter à l'occasion d'un scrutin, la requête devient caduque et le propriétaire de l'usine de filtration est maintenu dans la situation antérieure à la demande de scrutin.

Si la requête a été présentée dans les circonstances décrites à l'article 11, le propriétaire de l'usine doit, conformément

addition of the votes cast at all the polls when it is in possession of the result of each of them.

18. The ballot-papers must be deposited in boxes. Such boxes must be of the type used for a municipal election, reserved exclusively for receipt of such ballot-papers and placed in the same manner as for a municipal election.

No person representing persons favourable to either option may be allowed to attend the poll in that capacity.

The Commission may delegate in writing an observer to attend the poll and each is bound to permit such observer access to the supervision of all the operations of the polling.

19. All provisions of a general law or special act applying to an election for the office of mayor in the municipality where a poll is held apply to such polling, except those inconsistent with this act.

20. If the addition of the total votes given in the territory served by a filtration plant is at least 50% of the vote plus one vote in favour of "Yes", the owner of the filtration plant shall, in accordance with this act, without delay install a fluoridation device in the plant or, if a fluoridation device is already installed in the plant, operate it.

If the result is at least 50% of the vote plus one vote in favour of "No", the owner is prohibited to install a fluoridation device in the filtration plant and, if such a device is already installed in the plant, he is prohibited from operating it.

21. If less than 50% of the electors use their right to vote at a poll, the petition shall lapse and the owner of the filtration plant remains in the situation anterior to the request for a poll.

If the petition was presented in the circumstances described in section 11, the owner of the plant shall forthwith, in

à la présente loi, y joindre sans délai un appareil de fluoration et l'opérer.

22. Lorsqu'un scrutin a été tenu conformément aux dispositions de la présente loi, un autre scrutin ne peut être demandé ni tenu avant l'expiration d'une période de cinq années.

SECTION V

RÈGLEMENTS

23. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour:

a) déterminer les règles de conduite de l'analyse visée à l'article 3 et le contenu du rapport qui doit être adressé au ministre;

b) établir les normes auxquelles doivent être conformes les appareils de fluoration et les normes de leur installation.

Tout règlement adopté en vertu de la présente loi entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée.

SECTION VI

DISPOSITIONS DIVERSES

24. Quiconque enfreint l'une des dispositions de la présente loi ou des règlements commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, en outre du paiement des frais, d'une amende d'au plus \$1,000 s'il s'agit d'un individu et d'au plus \$5,000 s'il s'agit d'une corporation.

La deuxième partie de la Loi des poursuites sommaires s'applique.

25. Le ministre des affaires sociales est chargé de l'application de la présente loi.

26. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

accordance with this act, install a fluoridation device therein and operate it.

22. Where a poll has been held in accordance with this act, another poll shall not be requested or held before the expiry of five years.

DIVISION V

REGULATIONS

23. The Lieutenant-Governor in Council may make regulations to:

(a) determine the rules for conducting for the analysis contemplated in section 3 and the content of the report which must be sent to the Minister;

(b) establish the standards with which fluoridation devices must comply and the standards for their installation.

Every regulation made under this act shall come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette* or on any later date fixed therein.

DIVISION VI

MISCELLANEOUS

24. Every person who contravenes any provision of this act or of the regulations commits an offence and is liable, on summary proceedings, in addition to payment of the costs, to a fine of not more than \$1,000 in the case of an individual and not more than \$5,000 in the case of a corporation.

Part II of the Summary Convictions Act applies.

25. The Minister of Social Affairs is entrusted with the application of this act.

26. This act shall come into force on the day of its sanction.